

Ordonnance de police du Conseil communal portant prolongation de l'exécution de certaines dispositions de l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues, comme prolongé par arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} octobre 2024

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Nouvelle loi communale, en particulier les articles 117, 119, 119bis et 135, §2 ;

Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues, en particulier son article 6 ;

Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} octobre 2024 portant prolongation des mesures de police administratives définies par l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues ;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 13 mai 2024 portant sur l'exécution de certaines dispositions de l'arrêté du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, en particulier les articles 4, 5, 28, 30 et 34 ;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, tout particulièrement son article 42 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions communales, modifiée par la loi du 11 décembre 2023 ;

Vu le Règlement général de police commun aux 19 communes bruxelloises ;

Considérant la croissance exponentielle du passage à l'acte violent, voire très violent, observée sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et, en particulier, sur celui de certaines de ses communes (attaques armées, jets d'engins pyrotechniques sur les services policiers et les services d'urgence) ; que cette augmentation est rapportée par les services de police ;

Que cette violence exacerbée s'inscrit dans un contexte de mondialisation du marché du trafic de drogue(s) se traduisant notamment par l'arrivée de quantités massives de stupéfiants via le port d'Anvers qui inondent par la suite les grandes villes et singulièrement Anvers et Bruxelles ;

Considérant que faisant ce constat, une décision a été prise conjointement le 27 février 2024 par les différentes autorités compétentes en Région de Bruxelles-Capitale d'agir de manière coordonnée contre les actes de violence liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues, ainsi que contre les causes concourant à leur manifestation et/ou leur aggravation ;

Considérant qu'en conséquence, un arrêté de police du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale instaurant un certain nombre de mesures de police administrative a été pris en date du 2 avril 2024, entré en vigueur le 3 avril 2024 et d'application jusqu'au 2 octobre 2024 ; que les quartiers dits « Gare du Midi » et « Porte de Hal » de la commune de Saint-Gilles figuraient parmi les zones particulièrement concernées par les menaces et atteintes à l'ordre public et faisaient l'objet des mesures de police administrative prévues par l'arrêté du 2 avril 2024 précité ;

Que ce dernier habilitait le Bourgmestre à définir par une ordonnance de police les périmètres exacts au sein de ces quartiers où les interdictions prévues aux articles 3, 4, et 5 du même arrêté sont applicables ;

Que le Bourgmestre a dès lors adopté, en exécution de l'arrêté du Ministre-Président du 2 avril 2024, l'ordonnance de police du 13 mai 2024 déterminant les périmètres exacts au sein desquels les menaces et les atteintes à l'ordre public étaient localisés ; qu'il s'agit des quartiers dits « Gare du Midi » et « Porte de Hal » ;

Considérant l'élaboration d'une « Stratégie régionale de lutte contre le trafic de stupéfiants et son impact sur la sécurité en Région de Bruxelles-Capitale » ; qu'en conséquence, au niveau local et à l'initiative des Bourgmestres concernés, de Task-force locales (ci-après dénommées « TFL »), sur base de l'identification et de l'analyse des lieux sensibles et des phénomènes qui y sont liés, chargées d'élaborer des plans d'actions ciblés, ont été mises en place;

Considérant qu'une TFL a été constituée au sein de la commune de Saint-Gilles et est présidée par le Bourgmestre et, composée de représentants du Chef de corps de la zone de police locale 5341, des services communaux impliqués et du Parquet de Bruxelles ainsi que des services fédéraux impliqués ; qu'une TFL a eu lieu le 23 mai 2024 ayant pour objet la concertation sur la nécessité de traiter certaines infractions aux dispositions prévues par l'arrêté du 2 avril 2024 du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale précité, via procédure administrative ;

Que cette approche permet *inter alia* à l'autorité de poursuivre plus rapidement les infractions susvisées et d'infliger des sanctions administratives communales ; qu'en conséquence, cette approche permet de lutter contre le sentiment d'impunité des contrevenants et de contribuer de manière plus efficace et efficiente à la mise en œuvre de certaines mesures mise en place dans le cadre de la « Stratégie régionale de lutte contre le trafic de stupéfiants et son impact sur la sécurité en Région de Bruxelles-Capitale », sur le territoire de la commune de Saint-Gilles;

Considérant que dans un arrêt n°241.671 du 30 mai 2018, le Conseil d'Etat souligne que : « toute loi de police administrative habilite les autorités compétentes à prendre des mesures préventives tendant à éviter des troubles à l'ordre public avant qu'ils ne surviennent » et que « l'autorité dispose à cet égard d'un large pouvoir d'appréciation et peut prendre en compte

toute situation potentiellement dangereuse et tout risque, même faible, pour la sécurité publique » ;

Considérant qu'en exécution de la « Stratégie régionale de lutte contre le trafic de stupéfiants et son impact sur la sécurité en Région de Bruxelles-Capitale », la Cellule de Sécurité régionale s'est réunie une première fois le 5 avril 2024 et, ensuite les 24 mai, 2 juillet et 23 septembre 2024 ;

Considérant qu'il ressort de ces réunions que la Stratégie régionale a permis de créer une coopération efficace entre les acteurs concernés ; qu'en outre l'arrêté du Ministre-Président du 2 avril 2024 a permis de rétablir une situation susceptible d'être qualifiée de relativement satisfaisante ;

Considérant que, toutefois, le constat a été fait que le rétablissement de l'ordre public et notamment la tranquillité des habitants des quartiers concernés nécessitent la mise en œuvre d'actions à moyen et long terme ;

Considérant que, par conséquent, la Cellule de Sécurité régionale estime nécessaire de maintenir les mesures imposées par l'arrêté du Ministre-Président du 2 avril 2024 et ce, afin de poursuivre la restauration de la tranquillité dans l'ensemble des périmètres définis ;

Considérant que l'arrêté du Ministre-Président du 2 avril 2024 a dès lors été prolongée ; que la prolongation de l'ordonnance de police du Bourgmestre du 13 mai 2024 s'impose en conséquence ;

Considérant que l'ordonnance de police du 13 mai 2024 n'imposait pas de mesures de police administrative complémentaires à celles instaurées par l'arrêté du 2 avril 2024 du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale précité ; qu'elle se limitait à appliquer le traitement des infractions à ses dispositions par voie administrative ; que ce système reste inchangé au sein de la présente ordonnance de police de prolongation des mesures de police en vue du rétablissement de l'ordre public ;

Considérant qu'au regard du contexte ci décrit des atteintes graves portées à la paix publique et des attroupements générés par le trafic de drogue qui constituent un potentiel danger pour la tranquillité des habitants dans une partie de la commune de Saint-Gilles, ainsi qu'au regard de l'entrée en vigueur de l'arrêté du 2 avril 2024 précité, la Commune de Saint-Gilles a défini les modalités de traitement et de poursuite des infractions à certaines de ses dispositions ;

Considérant par ailleurs qu'il était laissé le soin aux communes de mettre en place un régime de sanction administrative pour les infractions aux interdictions visées aux articles 3, 4 et 5 de l'arrêté du Ministre-président au vu de leur meilleure connaissance du terrain et de la gravité des infractions ;

Considérant qu'un suivi personnalisé et l'individualisation des sanctions sont prévus eu égard aux spécificités du cas par cas ;

Considérant que la présente ordonnance est limitée dans le temps, suivant la période de validité de l'arrêté du Ministre-président et sera dès lors prolongée d'office en fonction de la réévaluation et éventuelle prolongation de ce dernier ;

Qu'une telle ordonnance de police s'impose par ailleurs en raison de la mission dont est chargée la commune de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

ORDONNE :

Article 1^{er} :

Les mesures prescrites par l'ordonnance de police du Bourgmestre du 13 mai 2024 portant sur l'exécution de certaines dispositions de l'arrêté du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues restent d'application jusqu'au 3 mars 2025 inclus.

Article 2 :

La présente ordonnance entre en vigueur le 3 octobre 2024 et est d'application jusqu'au 3 mars 2025.

Elle est prolongée d'office, en fonction de la réévaluation et ultérieure prolongation de l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024.

Article 3 :

Monsieur le Commissaire divisionnaire et Chef de corps de la zone de police locale 5341 est chargé de l'exécution de la présente ordonnance de police d'en contrôler le respect.

Article 4 :

La présente ordonnance de police fait l'objet d'une publication par voie d'affichage et par sa mise en ligne sur le site internet de la commune, conformément à l'article 112 de la Nouvelle loi communale.

Article 5 :

Un recours en suspension et/ou en annulation peut être introduit devant le Conseil d'Etat contre la présente décision. Pour ce faire, une requête doit être adressée au Conseil d'Etat, soit par lettre recommandée à la poste, à l'adresse suivante : rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles ; soit par voie électronique via la rubrique « e-Procédure » sur le site internet <http://www.conseildetat.be> . Cette requête doit être introduite dans les soixante jours à dater de la publication de la présente ordonnance.

Fait à Saint-Gilles, le 28 novembre 2024

La Secrétaire communale f.f.,

Stéphanie BOSMANS

Le Conseil,

Le Bourgmestre

Jean Spinette

Politieverordening van de Gemeenteraad houdende verlenging tot uitvoering van een aantal bepalingen van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen, zoals verlengd bij besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 1 oktober 2024

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117, 119, 119bis en 135 §2;

Gelet op het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen, in het bijzonder artikel 6;

Gelet op de Besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 1 oktober 2024 houdende verlenging van de bestuurlijke maatregelen bepaald bij Besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen;

Gelet op de Politieverordening van de Burgemeester van 13 mei 2024 tot uitvoering van een aantal bepalingen van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, in het bijzonder artikelen 4, 5, 28, 30 en 34;

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, in het bijzonder artikel 42;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, zoals gewijzigd door de wet van 11 december 2023;

Gelet op het gemeenschappelijk algemeen politiereglement voor alle 19 Brusselse gemeenten;

Overwegende de exponentiële toename van de soms zeer grove gewelddaden vastgesteld in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en in het bijzonder in sommige gemeenten (gewapende aanvallen, gooien van vuurpijlen naar politie- en hulpdiensten; dat deze toename wordt gerapporteerd door de politiediensten, ...);

Dat dit toegenomen geweld plaatsvindt tegen de achtergrond van een globalisering van de drugsmarkt, waarbij massale hoeveelheden drugs aankomen via de haven van Antwerpen en vervolgens de grote steden overspoelen, in het bijzonder Antwerpen en Brussel;

Overwegende dat, toen dit werd vastgesteld, de verschillende bevoegde autoriteiten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 27 februari 2024 gezamenlijk hebben beslist om gecoördineerd op te treden tegen gewelddaden die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, alsook tegen de oorzaken die bijdragen tot het ontstaan en/of de verergering ervan;

Dat bijgevolg een politiebepaling van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot invoering van enkele bestuurlijke politiematregelen werd uitgevaardigd op 2 april 2024, in werking is getreden op 3 april 2024 en van toepassing is tot 2 oktober 2024; dat de wijken "Zuid Station" en "Hallepoort" in de gemeente Sint-Gillis een van de zones waren die specifiek te maken hebben met bedreigingen en aantastingen van de openbare orde, en het onderworpen waren aan van bestuurlijke politiematregelen voorzien in voornoemd besluit van 2 april 2024;

Dat deze laatste de burgemeester bevoegd om bij politieverordening de exacte grenzen vast te stellen binnen deze wijken waar de verbodsbepalingen van de artikelen 3, 4 en 5 van hetzelfde besluit van toepassing zijn;

Dat de burgemeester, in uitvoering van het besluit van de minister-president van 2 april 2024, de politieverordening van 13 mei 2024 heeft daarom aanneemt die de exacte perimeters bepaalt waarbinnen de bedreigingen en aanslagen op de openbare orde zich bevinden; dat de wijken "Zuid station" en "Hallepoort" zijn;

Overwegende de ontwikkeling van een gewestelijke strategie ter bestrijding van de drugshandel en de daarmee gepaard gaande gevolgen voor de veiligheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat bijgevolg, op lokaal niveau en op initiatief van de betrokken burgemeesters, lokale taskforces (hierna 'LTF') werden opgericht op basis van de in kaart gebrachte en geanalyseerde gevoelige locaties en van de fenomenen die zich daar voordoen, welke belast zijn met de uitwerking van doelgerichte actieplannen zijn opgezet;

Overwegende dat in de gemeente Sint-Gillis een LTF werd opgericht, voorgezeten door de Burgemeester en samengesteld uit vertegenwoordigers van de korpschef van de lokale politiezone 5341, de betrokken gemeentediensten, het parket van Brussel en de betrokken federale diensten; dat op 23 mei 2024 plaatsvond een LTF plaats voor overleg over de noodzaak om bepaalde inbreuken op de bepalingen van voornoemd besluit van 2 april 2024 van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest via een administratieve procedure te behandelen;

Dat deze aanpak het o.a. mogelijk maakt voor de overheid om de voormelde inbreuken sneller te vervolgen en gemeentelijke administratieve sancties op te leggen; dat deze aanpak het bijgevolg mogelijk maakt om het gevoel van straffeloosheid bij de overtreders te bestrijden en om doeltreffender en efficiënter bij te dragen tot de uitvoering van bepaalde maatregelen die werden ingevoerd in het kader van de gewestelijke strategie ter bestrijding van de drugshandel en de daarmee gepaard gaande gevolgen voor de veiligheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op het grondgebied van de gemeente Sint-Gillis ;

Overwegende dat de Raad van State in arrest nr. 241.671 van 30 mei 2018 benadrukt dat: *"iedere bestuurlijke politiewet de bevoegde overheden machtigt preventieve maatregelen te nemen om verstoringen van de openbare orde, nog voor zij zich voordoen, te vermijden" en dat "de overheid in dat verband over een ruime beoordelingsbevoegdheid beschikt en rekening*

kan houden met iedere mogelijk gevaarlijke situatie en met ieder risico, hoe klein ook, voor de openbare veiligheid";

Overwegende dat, in uitvoering van "Strategie ter bestrijding van de drugshandel en de impact hiervan op de veiligheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", de Gewestelijke Veiligheidscel kwam voor het eerst bijeen op 5 april 2024 en vervolgens op 24 mei, 2 juli en 23 september 2024;

Overwegende dat uit deze vergadering is gebleken dat de gewestelijke strategie geleid heeft tot een doeltreffende samenwerking tussen de betrokken actoren; dat daarnaast hen besluit van de minister-president van 2 april 2024 heeft ingeschakeld een situatie te herstellen die als relatief bevredigend kan worden omschreven;

Overwegende dat echter, opnieuw is vastgesteld dat voor het herstel van de openbare orde en in het bijzonder van de rust voor de bewoners van de betrokken wijken, op middellange en lange termijn acties moten worden ondernomen;

Overwegende dat de Gewestelijke Veiligheidscel het bijgevolg noodzakelijk acht de maatregelen opgelegd door het voormelde politiebepaling van de minister-president van 2 april 2024 te handhaven teneinde verder de rust te herstellen in alle hogervermelde perimeters ;

Overwegende dat het besluit van de minister-president van 2 april 2024 bijgevolg is verlengd; dat het besluit van de burgemeester van 13 mei 2024 bijgevolg moet worden verlengd;

Overwegende dat het politieverordening van 13 mei 2024 geen andere bestuurlijke politiemaatregelen oplegt dan die welke zijn ingevoerd bij voormeld besluit van 2 april 2024 van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat zij zich ertoe beperkt de inbreuken op haar bepalingen langs administratieve weg te behandelen; dat dit systeem ongewijzigd blijft binnen de huidige politieverordening voor de uitbreiding van politiemaatregelen om de openbare orde te herstellen;

Overwegende dat, gelet op deze context van ernstige schendingen van de openbare rust en samenscholingen gegenereerd door drugshandel, een potentiële bedreiging vormen voor de rust van omwonenden, in een deel van de gemeente Sint-Gillis, en de inwerkingtreding van voormeld besluit van 2 april 2024, de gemeente Sint-Gillis heeft bepaald de modaliteiten voor de behandeling en vervolging van inbreuken op sommige bepalingen;

Overwegende bovendien dat het aan de gemeenten wordt overgelaten om een systeem van administratieve sancties in te voeren voor inbreuken op de verbodsbepalingen bedoeld in de artikelen 3, 4 en 5 van het besluit van de minister-president, rekening houdend met hun betere kennis van het terrein en de ernst van de inbreuken;

Overwegende dat wordt voorzien in gepersonaliseerde monitoring en individualisering van sancties met het oog op de specifieke aard van elk geval;

Overwegende dat dit politieverordening beperkt is in de tijd, in aansluiting op de geldigheidsduur van het besluit van de minister-president, en derhalve automatisch zal worden verlengd afhankelijk van de herevaluatie en de eventuele verlenging van dit besluit;

Dat een dergelijke politieverordening bovendien noodzakelijk is vanwege de taak die de gemeente heeft om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

BEVEELT:

Artikel 1:

De maatregelen voorgeschreven door het Politieverordening van de Burgemeester van 13 mei 2024 tot uitvoering van een aantal bepalingen van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politiemaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen, blijven van toepassing tot en met 3 maart 2025.

Artikel 2:

Deze verordening treedt in werking op 3 oktober 2024 en blijft van kracht tot 3 maart 2025. Deze wordt automatisch uitgebreid, afhankelijk van herwaardering en uitbreiding later van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024.

Artikel 3:

De hoofdcommissaris en korpschef van de lokale politiezone 5341 is belast met de uitvoering van deze politieverordening en met het toezicht op de naleving ervan.

Artikel 4:

Deze politieverordening wordt bekendgemaakt door aanplakking en door het online zetten ervan op de website van de gemeente overeenkomstig artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 5:

Tegen dit besluit kan bij de Raad van State een beroep tot schorsing of nietigverklaring worden ingesteld. Daartoe moet een verzoekschrift worden gericht aan de Raad van State, hetzij per aangetekende brief, gericht aan het volgende adres: Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel, hetzij langs elektronische weg via de rubriek "e-Procedure" op de website <http://www.raadvanstate.be>. Dit verzoekschrift moet binnen 60 dagen na bekenmaking van deze kennisgeving worden ingediend.

Opgemaakt te Sint-Gillis op 28 november 2024.

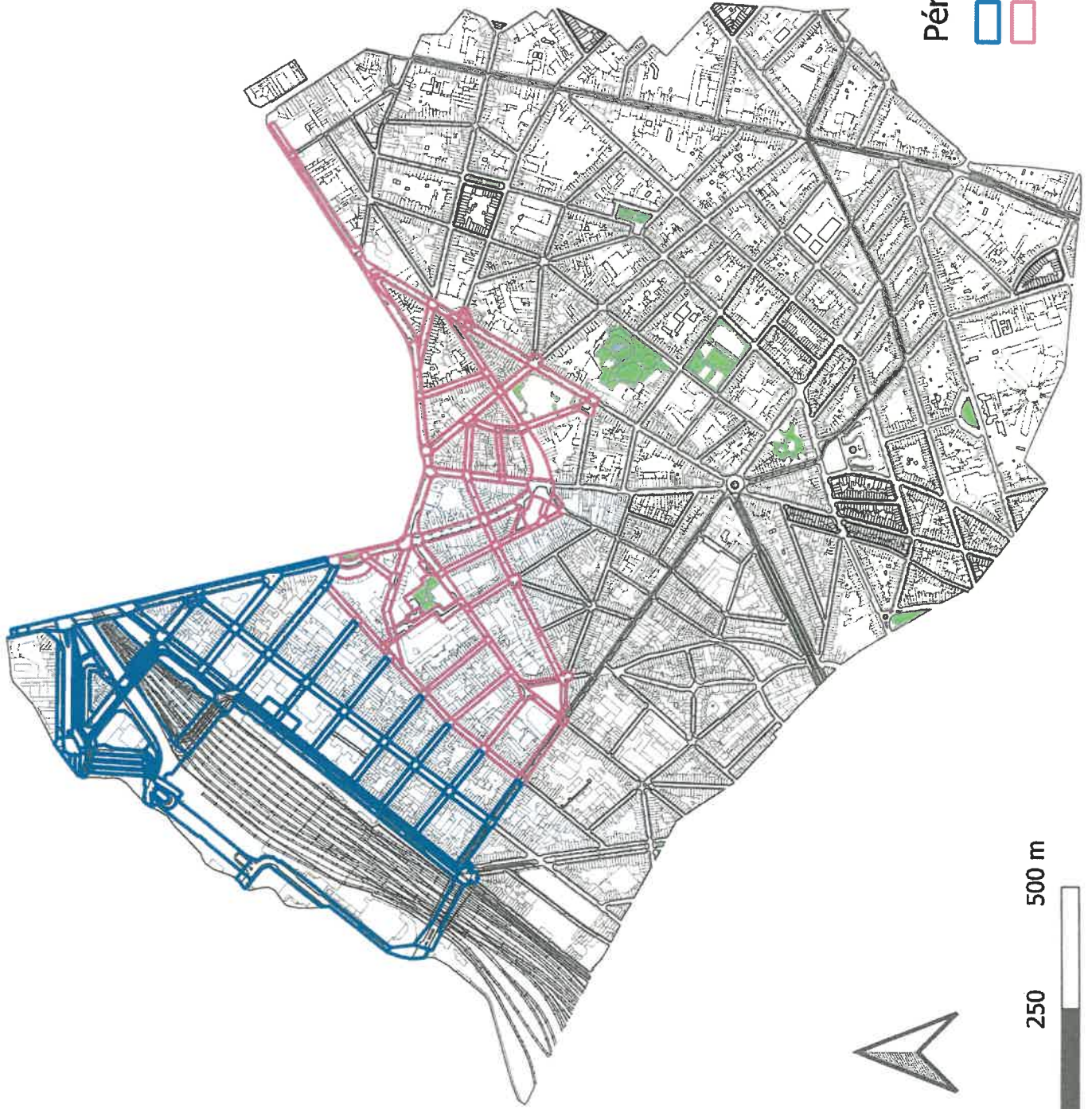
De Raad,

De Gemeentesecretaris wd.,

Stéphanie BOSMANS

De Burgemeester,

Jean SPINETTE



Périmètre police

-  Périmètre 1 - Quartier dit "Gare du Midi"
-  Périmètre 2 - Quartier dit "Porte de Hal"



